

## Budget de la Chambre des Citoyens

Ce document établit un budget prévisionnel de fonctionnement de la Chambre des Citoyens.

Il présente d’abord une mise en perspective dans le budget général de l’État, puis propose une estimation fondée sur des hypothèses transparentes et volontairement majorées, afin de fournir un ordre de grandeur réaliste.

L’objectif est d’évaluer ces montants susceptibles de paraître importants hors contexte et de montrer qu’à l’échelle réelle des finances publiques nationales, ils demeurent marginaux.

### À noter :

Sur la base des données publiques du budget général de l’État disponibles pour l’année 2024, un fonctionnement complet représenterait **environ 0,6 %** de la charge annuelle de la dette publique — soit **nettement moins de trois jours d’intérêts de la dette** (coût de la dette en 2024 : plus de 49,2 milliards d’euros, cf. Projet de loi n°718 du 10 juin 2025).

## Rappel du projet

La compensation financière des participants est calculée sur la base de leur revenu net antérieur à la participation. Ce montant est indexé à 120 %, afin de garantir l’absence de perte financière liée à l’engagement.

Ce mécanisme est encadré par :

- un plancher fixé à 2 SMIC,
- un plafond fixé à 10 SMIC.

Ce dispositif vise à assurer à la fois l’équité (protection des revenus modestes), la neutralité économique de l’engagement et la maîtrise budgétaire.

### Remarque :

Le mécanisme repose sur le net antérieur, mais l’estimation budgétaire est exprimée en brut conformément aux conventions budgétaires.

## Mise en perspective — Budget général de l’État

Avant d’évoquer les sommes mises en jeu, il est indispensable de replacer ces montants dans l’échelle réelle du budget de l’État.

### Budget 2024

#### Budget général de l’État — Exécution 2024

- **Recettes : 287,467 Md€**

- **Dépenses : 443,413 Md€**
- **Déficit : 155,946 Md€**

## Budget 2025

### Budget général de l'État — Exécution 2025

- **Recettes nettes : 311,35 Md€**
- **Dépenses nettes : 436,05 Md€**
- **Déficit : 124,7 Md€**

#### À noter :

Les chiffres de l'année 2025 sont encore provisoires et bien qu'issus d'un communiqué officiel du ministère de l'Économie, ils ne peuvent pas être considérés comme définitifs. Le calcul sur une mise en perspective d'un budget existant (notamment pour la charge de la dette) ne sera pas utilisé ici.

## Conclusion

Que ce soit sur l'année 2024 ou 2025, la Chambre des Citoyens aurait représenté **moins de 0,07 % du budget général de l'État**. Autrement dit, cela équivaut à environ **une minute dans une journée**, ou à **l'épaisseur d'une feuille de papier rapportée à la hauteur d'un smartphone**.

## Budget global en fonctionnement complet

Le budget annuel de la Chambre des Citoyens est plafonné à **300 millions d'euros** par an en régime de fonctionnement complet.

**Ce montant** correspond à une **estimation volontairement prudente** et fixe un budget, qui n'a pas vocation à être dépassé. Les hypothèses retenues intègrent en conséquence des niveaux de rémunération et de dépenses supérieurs à ce qui serait strictement nécessaire, afin de prévenir tout risque de sous-évaluation budgétaire.

#### À noter :

La compensation financière moyenne des participants est estimée à **3,3 SMIC** (3 SMIC majorés d'une marge de sécurité de 10 %), alors qu'une **hypothèse réaliste** se situerait plutôt autour de **2,5 SMIC**. Cette valeur, supérieure à la moyenne nationale, s'explique principalement par l'existence d'un **plancher de compensation fixé à 2 SMIC**. À l'inverse, le **plafond à 10 SMIC** ne concernerait qu'une fraction très marginale des participants et n'aurait donc qu'un impact limité sur la moyenne.

Cette construction vise à garantir que le plafond de 300 M€ constitue une enveloppe sécurisée et non un minimum incompressible.

Par ailleurs, le scénario présenté repose sur un vivier de **1 000 fonctionnaires facilitateurs**. Ce volume doit être compris comme un **plafond théorique volontairement maximaliste**. En pratique, un encadrement mutualisé, fondé sur un travail en groupes et une organisation structurée, conduirait à un dimensionnement d'un

ordre de grandeur nettement inférieur sans altérer la qualité d'accompagnement des participants.

## Calendrier de mise en œuvre

Ces budgets constituent des plafonds d'autorisation et non des objectifs de dépense.

- **Phase préalable (300 M€)** : Référendum, impression du traité, envoi à l'ensemble des électeurs, organisation logistique du vote, campagne officielle, travaux préparatoires, ...
- **Année 1 (50 M€)** : Transparence, textes, plateforme
- **Année 2 (150 M€)** : Matériel, séances pilote, test de mise en œuvre
- **Année 3 (300 M€)** : Activation complète

## Budget détaillé — Montée en charge sur 3 ans

### Hypothèses retenues — scénario prudent

- **Nombre de fonctionnaires du vivier de fonctionnaires facilitateurs** : 1 000 fonctionnaires *(un dimensionnement compris entre 100 et 200 agents serait cohérent au regard des besoins opérationnels identifiables à ce stade. En l'absence de textes d'application détaillés, une hypothèse volontairement majorée, intégrant une marge de sécurité, a été retenue à titre conservatoire)*
- **Compensation financière des participants de la Chambre des Citoyens** : 3 SMIC *(actuellement, le salaire moyen d'un salarié du privé en France est d'environ 1,89 SMIC)*

#### À noter :

Toutes les dépenses évoquées sont remajorées de 10 % (autrement dit, 2,2 SMIC pour les fonctionnaires et 3,3 SMIC pour les participants, ce qui est volontairement positionné au-dessus des salaires moyens afin d'intégrer une marge de sécurité dans l'estimation budgétaire).

### Données considérées

Le SMIC a été revalorisé de **1,18 % au 1er janvier 2026** et est actuellement à **1 823,03 €/mois BRUT**.

#### À noter :

Toutes les valeurs de rémunération des fonctionnaires facilitateurs et compensation financière des membres sont exprimées en valeur brutes, conformément à la pratique courante dans les calculs budgétaires publics. Les contributions et mécanismes de financement étant internes au secteur public, l'objectif ici est un **ordre de grandeur budgétaire** plutôt qu'une ventilation comptable exhaustive.

Donc :

- 1 SMIC BRUT = 1 823,03 €/mois = 21 876,36 €/an
- 2 SMIC BRUT = 43 752,72 €/an
- 3 SMIC BRUT = 65 629,08 €/an

## Objectif du budget

- Mettre en place la Chambre des Citoyens en 3 ans, avec une montée en charge progressive.
- Garantir la transparence, la qualité, la sécurité et la pérennité.
- Prévoir une marge volontairement importante.

## Phase préalable : 300 M€ — Référendum constitutionnel

La mise en place de la Chambre des Citoyens nécessiterait, en amont, l'organisation d'un référendum constitutionnel.

Ce coût ne peut être imputé au budget de la Chambre elle-même, celle-ci n'existant pas encore juridiquement. Il s'agit d'une dépense relevant du budget général de l'État.

Les estimations publiques situent le coût d'un référendum national entre **150 et 250 millions d'euros**, selon le périmètre retenu (organisation matérielle, sécurisation du vote, communication institutionnelle, éventuelle pluralité des questions soumises).

Dans une logique prudente, une enveloppe de **300 millions d'euros** peut être retenue à titre de plafond théorique.

Ce montant **inclut également les travaux préparatoires de rédaction constitutionnelle, les expertises juridiques nécessaires ainsi que les consultations associées**. Ces travaux représentent une fraction marginale du coût global, l'essentiel de la dépense étant lié à l'organisation matérielle du scrutin.

Même dans cette hypothèse haute, ce montant demeure marginal à l'échelle du budget général de l'État. La pluralité des options soumises au vote peut entraîner un surcoût logistique, ce qui justifie le choix d'un plafond sécurisant.

## Année 1 : 50 M€ — Mise en place des fondations

**Priorité absolue** : Transparence des travaux et des dépenses.

**Objectif** : Créer les bases institutionnelles, techniques et juridiques.

Poste	Coût estimé	Coût total + 10 % de marge
Plateforme numérique sécurisée	15 M€	16,5 M€
Équipe d'experts juridique et technique (50 personnes + frais)	5 M€	5,5 M€
Consultations publiques et communication	5 M€	5,5 M€

Poste	Coût estimé	Coût total + 10 % de marge
Audit conformité et cybersécurité	5 M€	5,5 M€
Réserves / imprévus	5 M€	5,5 M€
<b>TOTAL</b>	<b>35 M€</b>	<b>38,5 M€</b>

**Marge disponible : 11,5 M€**

## Année 2 : 150 M€ — Pilote opérationnel

**Objectif** : Tester le fonctionnement avec 300 citoyens environ en moyenne + 300 fonctionnaires (phase pilote préparatoire, test organisationnel montée progressive).

Poste	Coût estimé	Coût total + 10 % de marge
Matériel (locaux, serveurs, équipements)	25,0 M€	27,5 M€
Citoyens pilote 3 SMIC BRUT (300 membres)	19,7 M€	21,7 M€
Fonctionnaires relais 2 SMIC BRUT (300 fonctionnaires)	13,1 M€	14,4 M€
Formation et simulation	10,0 M€	11,0 M€
Renforcement plateforme	10,0 M€	11,0 M€
Communication	5,0 M€	5,5 M€
Audit externe	5,0 M€	5,5 M€
Réserves / imprévus	10,0 M€	11,0 M€
<b>TOTAL</b>	<b>97,8 M€</b>	<b>107,6 M€</b>

**Marge disponible : 42,4 M€**

## Année 3 : 300 M€ — Activation complète

**Objectif** : 1 000 citoyens + 1 000 fonctionnaires.

Poste	Coût estimé	Coût total + 10 % de marge
Citoyens 3 SMIC BRUT (1 000 membres)	65,6 M€	72,2 M€
Infrastructure / sécurité (inclut locaux, hébergement, redondance multiple, cybersécurité, exploitation, ...)	50,0 M€	55,0 M€
Fonctionnaires relais 2 SMIC BRUT (1 000 fonctionnaires)	43,8 M€	48,1 M€
Expertises et audits	30,0 M€	33,0 M€
Communication	10,0 M€	11,0 M€
Innovation démocratique	10,0 M€	11,0 M€
Réserves / imprévus	20,0 M€	22,0 M€
<b>TOTAL</b>	<b>229,4 M€</b>	<b>252,3 M€</b>

**Marge disponible : 47,7 M€**

## Résumé global

Année	Budget alloué	Coût estimé (avec marge 10 %)	Marge encore disponible
Année 1	50 M€	38,5 M€	11,5 M€
Année 2	150 M€	107,6 M€	42,4 M€
Année 3	300 M€	252,3 M€	47,7 M€
<b>TOTAL sur 3 ans</b>	<b>500 M€</b>	<b>398,4 M€</b>	<b>101,6 M€</b>

## Conclusion

### À noter :

Les lignes indiquées comme “réserves / imprévus” sont des marges de manœuvre annuelles, destinées notamment à absorber les aléas de mise en œuvre (retards, surcoûts, ajustements techniques). Elles restent également une réserve d’argent permettant d’améliorer le mécanisme dans son ensemble. Elles sont donc considérées comme une marge de manœuvre.

Même avec des budgets volontairement majorés et sécurisés, il reste une réserve mobilisable totale sur les 3 ans de mise en place de l’ordre de **101,6 millions d’euros**, à laquelle s’ajoutent encore **38,5 millions d’euros déjà intégrés aux lignes de réserves** (cf. “Réserves / imprévus” des tableaux) pour la mise en place complète de la Chambre des Citoyens.

Autrement dit, **environ 140 millions d’euros disponibles** — offrant une capacité d’adaptation significative en cas de besoin ou nécessitant un renforcement particulier durant la mise en place de la Chambre, notamment :

- La mise à disposition de bureaux en région, afin de garantir une implantation territoriale équilibrée.
- Le renforcement de la cybersécurité (audit indépendant, chiffrement avancé, redondance des serveurs).
- Le financement d’expertises externes indépendantes (universités, think tanks, cabinets spécialisés).
- La mise en place d’un dispositif d’accompagnement logistique et psychologique des citoyens tirés au sort.
- Le développement d’outils de transparence renforcée (open data, traçabilité publique des travaux).
- La constitution d’un fonds de réserve pour ajustements structurels ou imprévus majeurs.
- La mise en place d’infrastructures serveur à impact carbone réduit (par exemple en récupérant la chaleur émise pour chauffer des logements, inspiré de certaines pratiques suisses)

Cette approche prudente démontre que le plafond de **300 M€** constitue une enveloppe sécurisée, intégrant une capacité d'adaptation et de renforcement — et non une estimation minimale sous-évaluée.

## Sources officielles

### Budget 2025

**À noter :**

Toutes les données détaillées du budget 2025 ne sont pas encore disponibles publiquement.

Des données globales officielles sont cependant consultables via :

### **COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°319 — 30 janvier 2026**

Solde budgétaire de l'État de l'année 2025

Ministère de l'Économie : <https://presse.economie.gouv.fr/solde-budgetaire-de-letat-de-lannee-2025>

### Budget 2024

**À noter :**

Le projet de loi d'approbation a été rejeté par le Parlement en juin 2025.

Ce rejet constitue une désapprobation politique de la gestion budgétaire. Il n'a aucun effet sur la réalité comptable des montants exécutés. Les montants arrêtés demeurent les références officielles utilisées par l'administration, l'INSEE et les institutions européennes.

### **Projet de loi n°718 du 10 juin 2025**

Projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024

Sénat : <https://www.senat.fr/leg/pjl24-718.html>

## SMIC

### Source légale du SMIC 2026

**Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique**

**Revalorisation du SMIC au 1er janvier 2026**

**SMIC brut : 1 823,03 €/mois**

**Source officielle :**

<https://www.economie.gouv.fr/particuliers/particuliers-ce-qui-change-au-1er-janvier-2026>

## Salaires moyens

Les données relatives aux salaires moyens des salariés du secteur privé et des fonctionnaires de l'État sont issues des publications statistiques officielles de l'INSEE.

Salaires moyens des salariés du secteur privé :

Données de l'INSEE sur les niveaux de salaire nets mensuels dans le secteur privé en équivalent temps plein : ces données permettent d'établir un salaire moyen d'environ 2 733 € nets par mois, ce qui correspond à environ 1,89 SMIC sur la base du SMIC net 2026.

**Source INSEE** : Salaires moyens par secteur d'activité —

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8657156>

## Salaires moyens des fonctionnaires de l'État

Données de l'INSEE sur les rémunérations nettes mensuelles des agents relevant de la fonction publique d'État en équivalent temps plein : ces données indiquent un salaire moyen d'environ 2 886 € nets par mois, correspondant à environ 2,0 SMIC sur la base du SMIC net 2026.

**Source INSEE** : Salaires dans la fonction publique d'État —

<https://www.insee.fr/en/statistiques/8620710>